



HAL
open science

UMIFRE Asie Orientale

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. UMIFRE Asie Orientale. 2014, Centre national de la recherche scientifique - CNRS. hceres-02032002

HAL Id: hceres-02032002

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02032002>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Evaluation de l'AERES sur l'unité :

Asie Orientale

sous tutelle des

établissements et organismes :

Centre National de la Recherche Scientifique

Ministère des Affaires Étrangères et Européennes



Mai 2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glaudes



Rapport d'évaluation

Nom de l'unité :	Asie Orientale
Acronyme de l'unité :	
Label demandé :	USR
N° actuel :	USR 3331
Nom du directeur (2012-2013) :	M. Christophe MARQUET
Nom du porteur de projet (2014-2018) :	M. Christophe MARQUET

Membres du comité d'experts

Président :	M. Bernard CALAS, Université de Bordeaux 3
Experts :	M. Gilles GUIHEUX, Université Paris-Diderot
	M. Angel PINO, Université de Bordeaux 3
	M. Alain-Marc RIEU, Université de Lyon 3
	M. Pierre-François SOUYRI, Université de Genève (Suisse)

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M^{me} Laurence TALAIRACH-VIELMAS

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M^{me} Aude DEBARLE, MAEE

M. Pascal MARTY, CNRS



1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

L'USR 3331 a été créée en 2009 et regroupe l'UMIFRE 19 (Institut français de recherche sur le Japon) et l'UMIFRE 18 (Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine (CEFC), Hong Kong-Taïpei).

L'UMIFRE 19 a été créée en 2007 au sein de la Maison franco-japonaise (MJF), institution mixte (fondation japonaise à personnalité juridique, puis fondation japonaise d'utilité publique et MAEE) établie en 1924.

L'UMIFRE 18 (le Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine (CEFC)), fondé en 1991 à Hong Kong, dispose depuis 1994 d'une antenne à Taipei, et regroupe également des chercheurs affectés à Pékin depuis plusieurs années. Il bénéficie depuis 2007 du statut d'UMIFRE, et a été doté depuis 2009 d'une USR commune avec le Centre de recherche sur le Japon contemporain de la MFJ.

Équipe de Direction

La direction de l'USR 3331 est assurée alternativement (mandat de 2 ans) par les directeurs de l'UMIFRE 18 et de l'UMIFRE 19.

Nomenclature AERES

SHS1_1 Economie ; SHS2_2 Science politique ; SHS2_3 Anthropologie et ethnologie ; SHS2_4 Sociologie, Démographie ; SHS3_1 Géographie ; SHS5_2 Littératures et langues étrangères, Civilisations, Cultures et langues régionales ; SHS6_1 Histoire.

Effectifs de l'unité (UMIFRE 19)

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	5	5	5
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés			
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	2	2	
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)			
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)			
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	3	3	
TOTAL N1 à N6	10	10	5
Taux de producteurs	50%		

Effectifs cumulés sur la période 2007-2012 : 14 chercheurs



Effectifs de l'unité (UMIFRE 18)

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	9	6	6
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés			
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	2	2	
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)			
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)			
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	2	2	
TOTAL N1 à N6	13	10	6
Taux de producteurs	60 %		

Effectifs cumulés sur la période 2007-2012 : 18 chercheurs.

Effectifs de l'unité (UMIFRE 19)	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants associés	8	
Thèses soutenues		
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité *	2	
Nombre d'HDR soutenues		
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	1	1



Effectifs de l'unité (UMIFRE 18)	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	4	
Thèses soutenues		
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité *		
Nombre d'HDR soutenues		
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	3	

Effectifs cumulés sur la période 2007-2012 : 11 doctorants (dont 5 thèses soutenues) ; 5 doctorants associés (dont 4 thèses soutenues) et 5 post-doc.

2 • Appréciation sur l'unité

Points forts et possibilités liées au contexte

La MFJ (Maison Franco-Japonaise) et le CEFC (Centre d'Études Français sur la Chine Contemporaine) constituent des unités de recherche d'une très grande qualité, tant par l'actualité des thématiques travaillées, que par leur rayonnement international et leur rôle dans la formation à la recherche par la recherche. Elles permettent à la recherche française de se développer dans des régions lointaines et difficiles d'accès, non seulement pour des raisons logistiques, mais également pour des raisons linguistiques, financières et politiques. Elles constituent pour la France les capteurs indispensables à une politique d'influence et de rayonnement. De ce fait, elles lui assurent une vitrine scientifique, composante incontournable dans le cadre de la compétition universitaire et intellectuelle actuelle et indispensable à une diplomatie d'influence digne de ce nom ; et cela, dans la région la plus dynamique de l'économie mondiale. Elles remplissent donc les missions qui leur sont confiées par leurs tutelles.

Les directeurs des UMIFRE ont su saisir les opportunités offertes par les nouveaux dispositifs de la gouvernance scientifique, GIS et autres LIA (« laboratoire sans murs », sans personnalité juridique qui associe des équipes d'un laboratoire affilié au CNRS et d'un laboratoire d'un autre pays), pour construire des collaborations sur des thèmes évidemment porteurs (la mondialisation légale et la lutte contre le risque nucléaire).

Les spécialistes français de l'Asie orientale forment une communauté réduite ; pour autant, l'influence du CEFC et de la MFJ dépasse largement cette dernière. Au cours des années, le CEFC et la MFJ ont accueilli sous divers statuts - doctorants, boursiers ou non, post-doctorants, chercheurs appartenant au Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, chercheurs CNRS, chercheurs associés - un grand nombre des spécialistes, toutes disciplines confondues de l'Asie orientale. A cet égard, ils continuent à jouer un rôle structurant pour ce champ de la recherche française. Le CEFC et la MFJ, malgré des moyens en constante diminution, continuent à accueillir, sous une variété de statuts (y compris l'association) les plus jeunes chercheurs comme les chercheurs confirmés.

Points à améliorer et risques liés au contexte

Les difficultés rencontrées par les UMIFRE s'expliquent en partie par l'absence de clarté dans le profilage des postes de chercheurs par les tutelles. Du fait de cette lacune, la politique scientifique des UMIFRE ne peut être qu'un pilotage dépendant des recrutements et de l'intérêt scientifique personnel des seuls chercheurs. Aussi cette absence empêche-t-elle la mise sur pied d'une véritable politique scientifique, suivie et tenue, dont il faudrait qu'elle soit co-construite par les directeurs, les tutelles et le conseil scientifique des UMIFRE. La clarté sur les critères de sélection et les modalités du choix des chercheurs, des enseignants chercheurs délégués-détachés et même la durée de leur mission, constitue donc la priorité.



Le risque principal tient à la petite taille de ces unités de recherche dans une région immense, émergente, nouveau cœur du monde. L'évolution discordante entre, d'une part, les moyens financiers et humains alloués à ces deux unités et, d'autre part, la montée en puissance de concurrents (notamment, mais pas seulement, chinois) ne laisse pas d'être inquiétante. Pour répondre aux enjeux intellectuels posés par la région et à la compétition scientifique internationale qu'elle suscite, il faudrait une masse critique que ces deux centres sont loin d'atteindre.

Au Japon, le décalage entre les préoccupations scientifiques françaises et japonaises apparaît comme réel. Il se traduit de manière bien visible par l'absence de coopération franco-japonaise. La MFJ développe une recherche française sur le Japon plus qu'une recherche franco-japonaise. Observatoire sur les évolutions socio-politiques de la Chine contemporaine, le CEFC remplit, quant à lui, parfaitement son rôle. Sa position à Hong Kong lui donne une liberté qu'il n'aurait pas à Pékin où la remarquable revue *Perspectives chinoises* ne pourrait avoir la même crédibilité scientifique, internationale, et ne pourrait peser dans le débat d'idées ; cependant, dans le même temps, il risque de ne pas être en prise directe avec les évolutions centrales du régime chinois. Aussi convient-il que les tutelles s'entendent pour lui donner les moyens de la dispersion géographique nécessaire à ses missions.

Enfin, le comité d'experts a été très sensible au risque que ferait porter un déménagement à Pékin du siège du CEFC. Certes, une telle installation permettrait une institutionnalisation de la présence française dans la capitale de la République Populaire de Chine, mais la fragilité des réseaux scientifiques franco-pékinois et la politique liée à la proximité de la Cité interdite risquent de mettre en péril les acquis. La convivialité scientifique et culturelle - dont procède la diplomatie d'influence - n'a pas les mêmes ressorts que la visibilité diplomatique.

Recommandations

Le comité d'experts recommande donc de ne pas mettre en péril le CEFC en le déménageant de Hong Kong à Pékin.

Au contraire, les tutelles doivent prendre la mesure budgétaire des conséquences financières induites par l'étendue de la région et plus particulièrement par l'éparpillement - rendu nécessaire par l'évolution du contexte politique chinois - des sites du CEFC, entre Hong Kong, Taïwan et Pékin. Les surcoûts de cette situation (pour le moment nécessaire et avantageuse en terme de liberté de ton et d'accès à l'information) doivent être pris en compte par les responsables budgétaires. Les responsables locaux des centres ne devraient pas trop compter sur les Techniques d'Information et de Communication (Skype, Internet, etc.) pour résoudre la question des distances entre leurs antennes.



3 • Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

Maison Franco-japonaise

Eu égard au faible nombre de chercheurs affectés (le directeur, 3 chercheurs MAEE, parfois 1 ou 2 chercheur(s) CNRS, quelques chercheurs associés) et à l'importance de ses tâches (notamment faire valoir la production scientifique française en SHS au Japon ?), la MFJ affiche un bilan positif, avec 250 publications et 12 directions d'ouvrages, 150 conférences, 70 colloques au cours desquels se confrontent les spécialistes japonais et français d'un même domaine. La production s'organise autour de la revue *Ebisu, Études japonaises* dont une version numérique existe en anglais. La totalité des publications de la MFJ sera disponible en ligne dès 2014, y compris le *Dictionnaire historique du Japon*, publication unique en son genre dans le monde occidental. Cette publication en ligne de la revue est une évolution très positive car, par les thèmes traités, par les traductions proposées, la revue *Ebisu* permet d'intégrer pleinement les études japonaises à la recherche et à l'enseignement en France. Les travaux japonais et sur le Japon sortent définitivement de leur confinement historique. On peut d'ailleurs espérer que ce progrès permettra d'ouvrir la thématique de la revue, d'augmenter en particulier la traduction en français des articles les plus influents de la recherche japonaise en SHS.

La recherche à la MFJ est structurée autour de 5 thèmes :

- 1) Protection humaine et réponses au désastre. Soins intensifs en sociétés industrielles ;
- 2) Initiatives locales et exclusion des résidents étrangers. Comparaison France-Japon ;
- 3) Patrimoine archéologique et identité, le rôle de l'archéologie dans le développement des SHS au Japon ;
- 4) Le féminisme au Japon à travers la revue *Seito* ;
- 5) La mondialisation du droit, associant les centres de Tokyo et Hong Kong à l'ESSEC, et les travaux menés par le directeur lui-même).

Au regard de l'actualité japonaise, la pertinence d'ensemble de ces thématiques ne fait pas de doute. Cependant, leur mise en œuvre présente des nuances importantes. En effet, si les travaux des thèmes 4 et 5 ne présentent pas de défaut majeur, les trois autres thèmes n'ont pas été présentés de façon aussi claire et satisfaisante. Le thème sur la protection humaine et les réponses au désastre semble mal centré par rapport aux travaux menés au Japon et dans le reste du monde sur la catastrophe de Fukushima. La focalisation sur la protection civile peut facilement tourner à une dénonciation unilatérale du Japon. S'il est exact que ce discours est tenu par les Japonais, il n'est pas certain qu'il puisse être reproduit par les Français sans se mettre dans la position de donneurs de leçons.

De la même façon, le travail sur l'exclusion des résidents étrangers semble trop limité pour aborder de façon approfondie la question majeure : la gestion des migrations, aujourd'hui, dans des pays industriels avancés dont l'économie repose sur « la haute valeur ajoutée ». Ce travail n'est pas à la mesure des travaux contemporains, japonais et français sur les migrations et des problèmes qui se posent actuellement dans le monde.

Enfin, la question de l'archéologie mériterait un développement plus réflexif. En effet, l'archéologie a joué au Japon un rôle important dans la construction de l'identité nationale et dans le développement des « sciences humaines ». Or, il n'a pas été précisé si le thème portait sur l'archéologie japonaise actuelle, sur ses découvertes et leur interprétation, ou sur l'histoire de l'archéologie au Japon. Un effort de direction et de méthode serait sans doute bienvenu.

Il s'ensuit une remarque générale que le directeur lui-même a abordée. Les trois thèmes de recherche en question (1/2/3) ne semblent pas positionnés au centre du champ dont ils relèvent. Ce décalage réduit la pertinence de la recherche et pourrait minorer la valeur heuristique des travaux produits.



Centre d'Études Français sur la Chine Contemporaine

Les travaux du CEFC ont donné lieu à 337 publications (publications en français, en anglais ou en chinois, qui relèvent de disciplines distinctes ou empruntent à plusieurs disciplines), parmi lesquelles 65 articles parus dans des revues à comité de lecture (dont 19 dans la revue éditée sous son égide, *China Perspectives*), 15 ouvrages ou directions d'ouvrages, et 18 directions de revues (essentiellement la revue *China Perspectives*). *Perspectives chinoises* est une publication à périodicité trimestrielle qui paraît sans discontinuer depuis 1992, et qui est classée dans trois domaines disciplinaires par l'AERES. C'est en France la seule revue entièrement consacrée à la Chine contemporaine, interdisciplinaire, qui plus est.

Les recherches du CEFC se structurent autour de trois grands thèmes : le pouvoir, la société et les phénomènes culturels. Labourées depuis la création du centre en 1991, ces thématiques sont appropriées à la fonction principale du Centre qui observe les mutations politiques et sociales de la Chine contemporaine. Malgré sa relative petite taille et les réductions budgétaires dont il fait l'objet, elles ont donné au CEFC sa réputation d'excellence, à l'échelle internationale. Si ces orientations ne doivent pas être remises en question, une ouverture sur l'histoire et le temps long serait sans doute bienvenue. Il n'est pas certain que les mutations chinoises ne se lisent que dans le temps de la conjoncture politique.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

Maison Franco-Japonaise

L'histoire particulière de la Fondation MFJ fait que le rayonnement de l'unité ne peut et ne doit être mesuré de la même manière que celui d'une UMIFRE « normale ». Ses liens avec le milieu diplomatico-culturel franco-japonais, sa cohabitation avec 27 sociétés savantes franco-japonaises, la composition de son conseil d'administration, ses 16 coopérations universitaires font que son rayonnement est certainement réel mais discret, profond sans être forcément très visible. L'implication dans le Global Centre of Excellence « Reconstruction on Intimate and Public Spheres in the 21st century » (de l'université de Kyoto et financé par la Japan Society for Promotion of Science et le Center for the Study of Social Stratification and Inequality, lui-même financé par le Global Centre of Excellence of Japan), reflète le rayonnement de l'unité sur des thématiques centrales.

Centre d'Études Français sur la Chine Contemporaine

La notoriété du CEFC tient beaucoup à la diffusion de sa revue, notamment dans sa version anglaise, une partie des activités scientifiques (organisation de manifestations scientifiques) étant associée à la parution des numéros thématiques. En effet, depuis 1995, *Perspectives chinoises* est traduite en anglais - *China Perspectives* - offrant ainsi à de jeunes chercheurs français la possibilité d'être lus dans cette langue, et elle est désormais accessible en version numérique, sur les portails américains (EBSCO, ProQuest), sur Revues.org et Scopus, ce qui lui assure une visibilité évidemment plus grande.

Un autre des rôles du Centre est d'être un point de contact entre la recherche française en sciences humaines et les partenaires chinois. Cela est possible à Taipei grâce à l'implantation au sein de l'Academia Sinica, à Hong Kong grâce aux liens anciens et toujours maintenus avec les meilleures universités (en particulier The University of Hong Kong et The Chinese University of Hong Kong), et grâce plus récemment à la présence de chercheurs du CEFC en Chine, notamment à Pékin (Beida, Tsinghua, Académie chinoise des sciences sociales). Le CEFC lie donc des partenariats avec les institutions régionales et travaille en synergie avec celles-ci pour son activité scientifique. Preuve en est l'association de chercheurs locaux au CEFC.

En outre, le CEFC cherche à accroître son rayonnement en développant des activités de dimension européenne, d'où une série d'initiatives récentes en ce sens (journées d'études de doctorants tenues à Pékin en collaboration avec plusieurs institutions européennes).



Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

Maison Franco-Japonaise

La MFJ joue un rôle dans le débat d'idées et dans le rayonnement intellectuel notamment parce qu'il lui est demandé de gérer la bibliothèque française (48 000 ouvrages et 60 périodiques vivants), titulaire du Grand prix de l'Association des bibliothèques spécialisées du Japon de 2011, et qui représente un élément clé de la présence française au Japon. Cette bibliothèque, ouverte en 1924, constitue le plus important fonds français de l'archipel. Sa gestion constitue donc une contrainte chronophage et dispendieuse, mais nécessaire, et doit être mise au bénéfice de l'interaction avec l'environnement.

L'attribution du prix Shibusawa-Claudé est l'occasion de mobiliser des partenaires non scientifiques, comme Air France ou Vuitton.

Avec la Chambre de commerce et d'industrie française du Japon un *Lunch Seminar* sur l'économie est organisé 7 à 8 fois par an qui vient compléter l'activité en matière de manifestations scientifiques.

Enfin, les chercheurs de la MFJ ont produit un certain nombre de travaux qui relèvent de l'expertise notamment pour la DATAR, pour le ministère japonais de l'environnement.

Centre d'Études Français sur la Chine Contemporaine

À côté de leurs productions strictement scientifiques, il convient de souligner l'activité d'expertise que jouent les chercheurs du CEFC auprès des journalistes, des ONG, ou auprès de différents représentants de l'État ou de l'Union Européenne. Elle se traduit notamment par des interventions dans la presse ou les médias à propos des événements se déroulant en Chine. Le CEFC constitue non seulement un centre de recherche mais aussi un centre de ressources, un véritable *think tank* au cœur des débats d'idées sur la Chine contemporaine.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité

Maison Franco-Japonaise

L'actuel directeur de la MFJ a su réduire le conflit suscité par le directeur précédent entre la partie française et la partie japonaise, entre elle et l'ambassade. La situation diplomatico-scientifique est donc assainie.

Centre d'Études Français sur la Chine Contemporaine

Malgré des conditions financières de plus en plus difficiles, le CEFC parvient toujours à faire face à ses missions principales, notamment grâce à une réduction importante des coûts de fabrication de la revue. L'organisation de manifestations scientifiques, le financement des activités de recherche donnent lieu à la mobilisation quasi systématique de financements extérieurs au budget MAEE ou CNRS du CEFC. La création d'une USR, à direction tournante tous les deux ans, qui réunit les deux UMIFRE, a permis de mutualiser certaines fonctions. Le secrétaire général de l'USR, employé à mi-temps, est basé à Hong Kong. L'existence de ce poste a donné au CEFC une plus grande lisibilité sur son budget et constitue donc une amélioration au pilotage budgétaire.

Malgré un dispositif éclaté entre Hong Kong (3 chercheurs), Taipei (1 chercheur) et la Chine (2 chercheurs), malgré la variété des disciplines et des thématiques de ses chercheurs, le CEFC parvient à maintenir une grande cohérence à ses activités. A cet égard, les revues *Perspectives chinoises* et *China Perspectives* jouent un rôle fédérateur, en particulier grâce à la réunion mensuelle du comité de rédaction.

Un autre moment fort de la vie de l'unité est la réunion du comité exécutif du comité de lecture de la revue, deux fois par an, comité qui associe aux chercheurs du CEFC des partenaires scientifiques extérieurs locaux. Outre la revue, le CEFC fédère ses chercheurs, ou partie d'entre eux, lors de manifestations scientifiques et plus récemment l'obtention d'un programme ANR.

Enfin, l'organisation et les objectifs de du CEFC sont le résultat de son histoire et de sa fonction d'observatoire politique et économique de la Chine. On peut néanmoins regretter que le départ d'un des chercheurs n'ait pas été compensé par l'arrivée d'un autre chercheur pouvant à son tour étudier les débats idéologiques et culturels qui façonnent la politique chinoise. Ce type d'analyse est précieux pour organiser des collaborations de recherche fructueuses et non rhétoriques avec la recherche chinoise en SHS.



Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

Maison Franco-Japonaise

L'encadrement des jeunes chercheurs, doctorants et post doctorants est assuré de multiples manières. D'abord un séminaire mensuel (inopportunément supprimé par le directeur précédent et rétabli par le directeur actuel) réunit à la MFJ une trentaine de jeunes chercheurs francophones travaillant dans le domaine des études japonaises sur des questions de méthodologie. C'est une occasion unique pour de jeunes chercheurs parfois isolés dans le monde universitaire japonais de se retrouver, d'échanger et de retrouver des chercheurs plus avancés susceptibles de les conseiller et de les encadrer. D'autre part, les chercheurs sont encouragés à publier des études dans la revue *Ebisu*. Ils sont parfois associés à la fabrication de la revue, ce qui est une propédeutique efficace pour de jeunes chercheurs, et sont informés des appels d'offre éventuels auxquels ils sont encouragés à concourir. La MFJ les associe aussi parfois à l'organisation de colloques, de conférences, voire facilite certaines missions de terrain. Cet encadrement ne saurait bien entendu se substituer à celui d'une école doctorale et au travail des directeurs de thèse en France. Il reste aussi très lié - vu le faible nombre de chercheurs statutaires - à la personnalité de ceux-ci et à leur rayonnement.

Centre d'Études Français sur la Chine Contemporaine

Le CEFC participe directement au financement de plusieurs doctorants : depuis 2007, le CEFC a ainsi assuré le financement intégral de 11 thèses - dont 6 ont d'ores et déjà été soutenues -, et il a accordé 18 bourses de terrain. Enfin, il a proposé un soutien logistique à 5 autres doctorants. Ont bénéficié en l'occurrence de son soutien des doctorants inscrits dans les établissements suivants : EHESS, EPHE, FNSP-IEP, INALCO, et universités de Lyon 3, Nantes, Paris 3-Sorbonne Nouvelle, Paris-Diderot et Paris Ouest-Nanterre La Défense. Établissements auxquels s'ajoutent, à l'étranger, l'université d'Édimbourg, la Charles University de Prague, et la Chinese University de Hong Kong.

En l'espèce, le rôle joué par le CEFC en matière de formation - et même en l'absence de liens formels avec les directeurs de thèse en titre des doctorants qu'il aide - ne se réduit pas à ce strict aspect financier. À l'intention des doctorants, le CEFC organise, de façon régulière, des journées doctorales à Hong Kong et à Taipei, et, en 2012, il a organisé, mais à Pékin cette fois, une conférence de jeunes chercheurs. Par ailleurs, les doctorants reçus sur place participent au « séminaire de revue de presse » qui se tient deux fois par mois à Hong Kong, et des séminaires internes leur sont proposés en fonction des thématiques sur lesquelles ils travaillent.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

Compte tenu du manque de visibilité des recrutements futurs, les objectifs et les projets scientifiques du CEFC et de la MFJ apparaissent tout à la fois pertinents, adaptés et raisonnables, pour peu que les tutelles lui assurent la pérennité de ses moyens.

L'eupéanisation de ces centres (déjà amorcée par des coopérations avec le British Council, la fondation Heinrich Böll, la Casa Asia par exemple en ce qui concerne le CEFC) apparaît la seule voie pour assurer, d'une part, la continuité et, d'autre part, la montée en puissance. Les financements européens représentent en effet la piste la plus prometteuse. Pour la recherche européenne, les UMIFRE constituent des têtes de pont incontournables qui présentent l'avantage d'un ancrage relativement ancien. Loin de présenter un risque pour ces UMIFRE, cette eupéanisation de la recherche constitue au contraire une opportunité fantastique dans la mesure où elles bénéficient du privilège et des avantages du premier installé. A ce titre elles peuvent jouer le rôle de plateforme européenne de la recherche. Les tutelles doivent comprendre cette évolution, et la faciliter en accordant aux UMIFRE les moyens plutôt que de se décharger sur l'Europe de leurs missions.



4 ● Déroulement de la visite

Date de la visite

Début : Lundi 13 mai 2013 à 8h
Fin : Lundi 13 mai 2013 à 13h

Lieu de la visite : Visite par visio-conférence

Institution : AERES

Adresse : 20, Rue Vivienne 75 002 Paris

Déroulement ou programme de visite

Le comité d'experts s'est réuni à huis clos avant d'entendre les représentants du CNRS et du MAEE. Cette entrevue a été suivie de séances de présentation et d'entretiens avec les membres des deux unités de recherche par visio-conférence avec Tokyo (Maison Franco-Japonaise) puis Hong Kong (Ambassade de France). Malgré des problèmes techniques, l'évaluation de ces deux unités s'est déroulée dans les meilleures conditions, notamment grâce à la disponibilité et à l'accueil ouvert, positif et souriant des personnels des UMIFRE concernées. Le comité d'experts s'est ensuite réuni à huis clos en fin de matinée.



5 • Observations générales des tutelles

En dépit des sollicitations de l'AERES, aucune observation ne lui est parvenue au jour de la publication de cette évaluation.